



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Réglementant temporairement les prélèvements d'eau et les usages de l'eau pour la zone de gestion de l'Yvel et Ninian dans le département du Morbihan

Le préfet du Morbihan
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment le livre II, et ses articles L.211-3, L.211-8, L.214-18, L.215-1, L.215-10 et R.211-66 et suivants ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2215-1, et R.2212 à R.2215 ;

Vu le Code civil, et notamment ses articles 640 à 645 ;

Vu le Code pénal, et notamment ses articles L.131-13 et R.610-1 ;

Vu le Code de la santé publique, et notamment son livre III ;

Vu le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure et notamment l'article R.1321-9 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 7 mai 2025, portant nomination de Monsieur Michaël GALY, préfet du Morbihan ;

Vu la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

Vu l'instruction du 23 mai 2023 et son guide national annexé ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté d'orientation pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de restriction ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse dans le bassin Loire-Bretagne en date du 28 janvier 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023 fixant le cadre des modalités de préservation et de gestion de la ressource en eau en période de sécheresse dans le département du Morbihan ;

Considérant le débit seuil « milieu naturel » d'alerte anticipée (mai et juin) établi à 0,4 m³/s à la station hydrométrique de Loyat sur la rivière « Yvel » dans l'arrêté départemental sus-visé ;

Considérant que les débits mesurés à l'indicateur de Loyat le 14 juin 2025 (0,305 m³/s), le 15 juin 2025 (0,375 m³/s) et le 16 juin 2025 (0,329 m³/s), justifient la mise en œuvre des mesures de limitations temporaires des prélèvements d'eau effectués dans les sous-bassins de l'Yvel, du niveau « alerte » en application de l'arrêté départemental sus-visé ;

Considérant que les débits mesurés sur 3 jours consécutifs aux stations de référence de l'Yvel à Loyat sont inférieurs au débit seuil d'alerte mai et juin ;

Considérant que cette situation hydrologique justifie la mise en œuvre des mesures de restrictions des prélèvements d'eau effectués dans les zones de gestion de l'Yvel en application de l'article 9 de l'arrêté départemental sus-visé ;

Considérant que les prévisions météorologiques à 15 jours n'annoncent qu'une faible pluviométrie pour l'ensemble du département ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan,

ARRÊTE

Article 1 : Objet : déclaration du niveau de sécheresse sur le secteur de gestion de l'Yvel dans le département du Morbihan et restrictions d'usage

Le secteur de gestion de l'arrêté cadre sécheresse sus-visé « Yvel » est placé en situation d'alerte sécheresse. En niveau d'alerte, les restrictions pour la zone de gestion de l'Yvel sont présentées en annexe 5 de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 18 juillet 2023.

Article 2 – Période d'application

Ces dispositions sont applicables à partir de 8 h 00, à compter du lendemain de sa publication sur le site internet des services de l'État (IDE) dans le Morbihan (<https://www.morbihan.gouv.fr>) et sur le site internet permettant de s'informer sur les restrictions d'eau en période de sécheresse Vigieau (<https://vigieau.gouv.fr/>).

Article 3 – Durée d'application

Ces mesures de restriction demeurent en vigueur tant que la prochaine observation de l'état de la ressource ne justifiera pas de mesure nouvelle ou de lever ces mesures.

En tout état de cause, elles prendront fin, sauf décision contraire le 30 novembre 2025 à 24h, date de fin de gestion telle que prévue par l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2023 précité.

Article 4 – Contrôles et sanctions

Les agents commissionnés et assermentés au titre de la police de l'eau, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, au titre de la santé publique, la gendarmerie et les maires doivent avoir libre accès à tous les ouvrages de rejet ou de prise d'eau afin d'exercer leur mission de contrôle. Tout contrevenant est passible des peines prévues par l'article R.216-9 du Code de l'Environnement (contraventions de la 5^e classe).

Article 5 – Indemnités

Les permissionnaires ou leurs ayants droit ne pourront prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque en raison des mesures précédentes ou si, en raison d'une nouvelle baisse des débits d'étiage, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans l'intérêt de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des autorisations précédemment accordées.

Article 6 – Délais et voies de recours

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif.

Il peut être contesté par toute personne ayant un intérêt à agir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- par recours gracieux auprès du préfet,
- par recours hiérarchique auprès du ministère concerné.

Le présent arrêté est également soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Rennes, 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex ou via l'application télerecours <https://www.telerecours.fr/>) en application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau refus exprès ou tacite par absence de réponse dans un délai de deux mois du recours, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes.

Article 7 – Publicité

Un communiqué de presse sera adressé par les soins du préfet à deux journaux du département. Le présent arrêté fera également l'objet d'une publication sur le **site Internet des services de l'État** du Morbihan et sur le site **Vigieau** du Ministère en charge de l'environnement. Il sera affiché en mairies concernées et un certificat d'affichage sera adressé au service en charge de la police de l'eau (DDTM - 1 allée du Général Le Troadec – 56000 Vannes).

Copie de cet arrêté sera adressée au préfet coordonnateur de bassin.

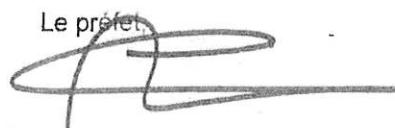
Article 8 – Exécution

La sous-préfète de Pontivy,
Le directeur départemental des Territoires et de la Mer du Morbihan,
Le chef de l'unité départementale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Morbihan,
Le directeur départemental de la Protection des Populations du Morbihan,
Le directeur départemental du Morbihan de l'Agence Régionale de Santé Bretagne,
Le directeur départemental de la Police Nationale du Morbihan,
Le lieutenant colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie du Morbihan,
Le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité du Morbihan,
Les maires des communes concernées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cet arrêté sera affiché en mairie par les maires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan.

Vannes, le

18 JUIN 2025

Le préfet

Michaël GALY

ANNEXE 5 : mesures applicables par usage en fonction des niveaux de gestion

n°	sous autorisation (codif)	Measures	Vigilance	Alerte	Action renforcée	Interrit.	Thématique	
1	Irrogation	Irrigation agricole des grandes cultures, prairies, cultures de plein champ et autres usages agricoles non cités ci-après	AGR	pour tout le département - communication grand public et élus - mise en vigilance du territoire - réduction volontaire des consommations	Interdit de 10h à 20h	Interdit	MN+EDCH	
2	Irrogation	Irrigation agricole des cultures spéciales (légumes de plein champ, légumes industriel, plantes aromatiques), cultures dont le manque d'eau n'affecte pas seulement le rendement mais aussi la survie de la plante	AGR	pour tout le département - communication grand public et élus - mise en vigilance du territoire - réduction volontaire des consommations	Interdit de 11h à 18h Sauf : Irrigation des cultures par des enrouleurs électro-pilotes et/ou une technique d'aide au pilotage de l'irrigation (montant les sondes capacitives) Réduction volontaire des consommations	Interdit de 9h à 20h Sauf : Irrigation des cultures par des enrouleurs électro-pilotes et/ou une technique d'aide au pilotage de l'irrigation (montant les sondes capacitives) Réduction volontaire des consommations	Interdit, Interridtion ou sur décision du préfet : mesures d'aide renforcée	
3	Irrogation	Cultures maraîchères, horticulure, vergers, petits vergers, cultures dont le manque d'eau n'affecte pas seulement le rendement mais aussi la survie de la plante	AGR	pour tout le département - communication grand public et élus - mise en vigilance du territoire - réduction volontaire des consommations	Interdit de 11h à 18h Sauf : Irrigation des cultures par systèmes d'irrigation localisés (petits enrouleurs, gouttes à gouttes, micro-aspiration) Réduction volontaire des consommations	Interdit de 9h à 20h Sauf : Irrigation des cultures par systèmes d'irrigation localisés (petits enrouleurs, gouttes à gouttes, micro-aspiration) Réduction volontaire des consommations	Interdit, Interridtion ou sur décision du préfet : mesures d'aide renforcée	
4	Irrogation	Irrigation agricole des serres dont horticulture sous serre et cultures de jeunes plants sous tunnel en verre ou en péphrière	AGR	pour tout le département - communication grand public et élus - mise en vigilance du territoire - réduction volontaire des consommations	Interdit volontaire des consommations	Utilisation d'un outil d'aide au pilotage de l'irrigation On : Réduction des consommations à minima de 20 % de la consommation hebdomadaire moyenne, inframunue sur la période considérée, hors mesures de restriction	Interdit, Interridtion ou sur décision du préfet : mesures d'aide renforcée	
5	Élevage	Besoins des sites d'élevage (hygiène, abattage)	AGR			pas de limitation sauf arrêtées spécifiques	MN+EDCH	
6	Prise d'eau	Usages de l'eau strictement nécessaires au process industriel des activités exercées au titre ICPE et soumises à autorisation ou enregistrement. Cette rubrique ne concerne pas les activités d'élevage visées par ailleurs (usage n°5) :	PRO	Les dispositions applicables sont celles relatives à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 appliquées à l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement soumises soit à autorisation soit à enregistrement. En complément, conformément aux possibilités d'adaptation prévues par l'article 5 de cet arrêté ministériel, est ajoutée une disposition aux exemptions prévues à l'article 3 de cet arrêté ministériel : "Les exploitants pouvant présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur leur procédé et sur la base duquel un plan d'actions des réductions des prélèvements d'eau a été réalisé et mis en œuvre totalement ou partiellement (ou que l'industriel s'est engagé à mettre en œuvre rapidement dans le cas d'un diagnostic récent réalisé avant le début de l'épisode de sécheresse). Ce plan d'actions comporte des objectifs chiffrés de réduction de prélèvement d'eau, des délais de réalisation des actions identifiées, des points d'étapes périodiques et un bilan à l'échéance des actions mises en œuvre et résultats obtenus."		Interrit, sauf de 20h à 8h pour les greens, par un amassage réduit à 350 m ³ /semaine maximum par tranche de 9 trous, de façon à diminuer la consommation d'eau sur le volume hebdomadaire d'au moins 50 %, et pour les plantations de moins d'1 an	Interdit, Interridtion ou sur le volume hebdomadaire de 15 à 30 %	MN+EDCH
7	Airassage	Airassage des golfs conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024	TOUS	pour tout le département - communication grand public et élus - mise en vigilance du territoire - réduction volontaire des consommations	Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation.	Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation.	Modalité applicable sous réserve de présentation des éléments permettant de juger de la pertinence des mesures de l'accord cadre « GOLF et ENVIRONNEMENT » 2019-2024, section B, mises en place. Les gestionnaires de golfs dans le Morbihan doivent remettre leurs actions / démarches à la DDTM	
							Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation.	

n°	sous catégorie (codif SPN)	Mesures	Vigilance	Alerte	Actions renforcées	Ordonnance	Thématique
8	Aménagement	Arrosage des pistes d'hippodrome et des carrières de centres équestre	TOUS	Réduction volontaire des consommations	Interdit entre 11h et 18h.	Interdit, Sauf de 18h à 11 h,	Sauf de 20h à 8 h, Arrosage de manière réduite au maximum pour les terrains d'entraînement ou de compétition à enjeu national ou international, sauf en cas de panne en eau potable avec la mise en place d'un plan d'actions visant une baisse de la consommation en eau
9	Aménagement	Arrosage des terrains de sport	TOUS	Réduction volontaire des consommations	Interdit de 8h à 20h	Interdit, Sauf de 20h à 8 h : - pour les plantations de moins d'1an Ou - arrosage de manière réduite au maximum pour les terrains d'entraînement ou de compétition à enjeu national ou international	Arrosage de manière réduite au maximum pour les terrains d'entraînement ou de compétition à enjeu national ou international, sauf en cas de panne en eau potable avec la mise en place d'un plan d'actions visant une baisse de la consommation en eau
10	Arrosage	Arrosage des pelouses	DOM	Réduction volontaire des consommations	Interdit de 10h à 20 h	Interdit de 8h à 20 h	Interdit de 8h à 20 h
11	Arrosage	Arrosage des espaces verts	PRO-PUB	Pour tout le département - communication grand public et élus - mise en vigilance du territoire - réduction volontaire des consommations	Interdit de 20h à 8h pour les plantations en pleine terre de moins de 1 an	Interdit	Interdit
12	Arrosage	Arrosage des pelouses, massifs floraux ou arbustifs, y compris en pot et en cimetiére	TOUS	Pour tout le département - communication grand public et élus - mise en vigilance du territoire - réduction volontaire des consommations	Interdit de 8h à 20h	Interdit de 20h à 8h pour les plantations en pleine terre de moins de 1 an	Interdit
14	Nettoyage	Nettoyage des véhicules (y compris par dispositifs mobiles) EN station de lavage autorisée	PRO-DOM	Pour tout le département - communication grand public et élus - mise en vigilance du territoire - réduction volontaire des consommations	Interdit, sauf : - en station de lavage par nettoyage à haute-pression : uniquement les pistes, - en station de lavage par portiques équipés d'un recyclage des eaux (minimum 70 % d'eau recyclée) pour le poste de nettoyage utilisé, - au portique programmé ECO sur ouverture partielle	Interdit	Interdit
15	Nettoyage	Sur site de carénage professionnelle	PRO-DOM	Réduction volontaire des consommations	Interdit sauf pour les navires de pêche professionnelle et sur une aire de carénage autorisée	Interdit sauf pour les navires de pêche professionnelle et sur une aire de carénage autorisée	Interdit sauf pour les navires de pêche professionnelle et sur une aire de carénage autorisée
16	Nettoyage	Nettoyage des bateaux (y compris par dispositifs mobiles) HORIS station de lavage professionnelle	DOM	Réduction volontaire des consommations	Interdit	Interdit	Interdit
17	Nettoyage	Nettoyage des façades, terrasses, murs, escaliers, toitures, et vitres des locaux et bâtiments professionnels, ainsi que les tombes	TOUS	Réduction volontaire des consommations	Interdit sauf pour les professionnels équipés de lance à haute pression.	Nettoyage préparatoires à un revêtement de façade pour les professionnels équipés de lances à haute pression.	Nettoyage préparatoires à l'avancement non reportables sous dérogation
18	Nettoyage	Nettoyage des voitures	PUB	Pour tout le département - communication grand public et élus - mise en vigilance du territoire - réduction volontaire des consommations	Interdit, sauf raison sanitaire et sécurité routière	Interdit, sauf raison sanitaire et sécurité routière	Interdit, sauf raison sanitaire et sécurité routière
19	Nettoyage	Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau	TOUS	Réduction volontaire des consommations	Interdit	Interdit	Interdit
20	Nettoyage	Vidange des plans d'eau quelque soit leur taille	TOUS	autorisé	Interdit, sauf autorisation pour les usages commerciaux	Interdit	Interdit

n°	sous catégories (codif SPN)	Nécessaires	Usagers	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise	Thématische
21	Piscine	Remplissage des piscines privées (y compris piscines hors-sol). Vidange et remplissage des piscines privées à usage familial (ententes et hors sol), y compris les piscines < 1m ³ .	DOM Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau.	Interdit Sauf en cas de premier remplissage (1) et de renvoi à niveau	Sauf en cas de première remplissage (1) et de renvoi à niveau	Interdit	Interdit	MN+EDCH
22	Piscine	Remplissage des piscines à usage collectif (3) (1) Premier remplissage autorisé uniquement pour la mise en eau de nouvelles constructions enterrées, et sous réserve que le chantier ait débuté avant la mise en place des restrictions d'usage. (2) Il est rappelé que le Préfet peut, sur proposition de l'ARS, demander l'autorisation de la valeur minimale de 30l/l'ajoupage et la vidange du bassin si l'eau n'est pas conforme aux exigences de qualité ou en cas de danger pour la santé des baigneurs (3) usage défini à l'article D. 1332-1 du code de la santé publique : piscines publiques et privées, couvertes à tous ou à un groupe défini de personnes et qui ne sont pas destinées à être utilisées dans un cadre familial, par le propriétaire ou locataire, sa famille et les personnes qu'il invite, et dont l'eau du bassin à usage médical, les bains à remous ne sont pas concernés par ces mesures de restriction et/ou d'interdiction. En période de sécheresse, il est souhaitable de reporter ces opérations à l'issue de la période d'étage, sous réserve du respect des exigences de qualité réglementaires de l'eau du bassin.	PRO-PUB Autorisé Sensibiliser le grand public et les collectivités aux règles de bon usage d'économie d'eau.	Interdit Sauf en cas de premier remplissage (1) et si demandé par l'ARS pour raisons sanitaires (2).	Sauf en cas de premier remplissage (1) et si demandé par l'ARS en cas de premier remplissage (1) et si demandé par l'ARS pour raisons sanitaires (2).	Interdit	Interdit, au cas de premier remplissage (1) et si demandé par l'ARS pour raisons sanitaires (2).	MN+EDCH
23	Cours d'eau	Gestion des écluses de navigation	PRO-PUB autorisé	Pour chaque étage, la police de l'eau	Mise en application d'une mesure de limitation au strict minimum des manœuvres du service aux écluses	MN	MN	MN
24	Cours d'eau	Gestion des autres ouvrages liés à la navigation (barrières)	PRO-PUB TOUS	En dehors des manœuvres éventuelles nécessaires pour garantir le Niveau Normal de Navigation (NNN) et le tirant d'eau disponible sous les ouvrages d'arts, les manœuvres de vannes sont soumises à autorisation du service de la police de l'eau	Les manœuvres de vannes sont soumises à autorisation du service police de l'eau sauf si elles sont nécessaires au respect de la corde légale de la retenue, à la protection contre les inondations des terrains riverains situés en amont, à la réstitution à l'avval du débit entrant à l'amont et au soutien d'étagage, à la gestion des niveaux d'eau marins littoraux, et sauf si un règlement d'eau traduit par arrêté préfectoral les règles de gestion en période d'étiage.	Décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé, sauf dérogation accordée par la police de l'eau	Décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé, sauf dérogation accordée par la police de l'eau	MN
25	Cours d'eau	Manœuvres des ouvrages sur cours d'eau	TOUS	Travaux en rivière zones de chantier en eau ou en zone de protection	Précautions maximales pour limiter les risques de perturbation du milieu. Obligation de respecter le débit réservé à l'avval des travaux	Précautions maximales pour limiter les risques de perturbation du milieu. Obligation de respecter le débit réservé à l'avval des travaux	Précautions maximales pour limiter les risques de perturbation du milieu. Obligation de respecter le débit réservé à l'avval des travaux	MN
26	Cours d'eau	Travaux en rivière zones de chantier hors eau	TOUS autorisé	TOUS	pour tout le département - communication grand public et élus - mise en vigilance du territoire - réduction volontaire des consommations	intendit, sauf circuit fermé	intendit, sauf circuit fermé	MN
27	Cours d'eau	Travaux en rivière zones de chantier hors eau	TOUS autorisé	Alimentation des fontaines publiques (par réseau)	pour tout le département - communication grand public et élus - mise en vigilance du territoire - réduction volontaire des consommations	intendit, sauf circuit fermé	intendit, sauf circuit fermé	EDCH
28	Divers	Douches de plage	PUB autorisé	DFCI : Reconnaissances opérationnelles, manœuvres et exercice (SOIs). DFCI : contrôles techniques, jupes, tests potentiels DFCI : remplissage des bûches	Autorisé avec utilisation modérée de l'eau Intendit sauf nécessité de service	autorisé sans utilisation d'eau autorisé	autorisé sans utilisation d'eau Intendit	EDCH
29	Divers	Douches de plage	PUB autorisé	DFCI : Rejets des stations d'épuration et collecteurs pluviaux Rejets industriels	les by-pass ou rejets directs en cas de travaux sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé Rappel : obligation de signaler immédiatement toute pollution de la police de l'eau les by-pass ou rejets directs en cas de travaux sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé	les by-pass ou rejets directs en cas de travaux sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé	les by-pass ou rejets directs en cas de travaux sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé	EDCH
30	Divers	Douches de plage	PUB autorisé	autres usages professionnels non cités (ex : parcs aquatiques)	Interdit de 8h à 20h	Interdit de 8h à 20h	Interdit	MN+EDCH
31	Divers	Douches de plage	PUB autorisé	autres usages des particuliers non cités ci-avant	Interdit	Interdit	Interdit	MN+EDCH
32	Divers	Douches de plage	PUB autorisé	autres usages publics non cités ci-avant	Interdit de 8h à 20h	Interdit de 8h à 20h	Interdit	MN+EDCH
33	Divers	Douches de plage	PUB autorisé	autres usages publics non cités ci-avant	Interdit de 8h à 20h	Interdit de 8h à 20h	Interdit	MN+EDCH
34	Divers	Douches de plage	PUB autorisé	autres usages publics non cités ci-avant	Interdit de 8h à 20h	Interdit de 8h à 20h	Interdit	MN+EDCH
35	Divers	Douches de plage	PUB autorisé	autres usages publics non cités ci-avant	Interdit de 8h à 20h	Interdit de 8h à 20h	Interdit	MN+EDCH
36	Divers	Douches de plage	PUB autorisé	autres usages publics non cités ci-avant	Interdit de 8h à 20h	Interdit de 8h à 20h	Interdit	MN+EDCH
37	Divers	Douches de plage	PUB autorisé	autres usages publics non cités ci-avant	Interdit de 8h à 20h	Interdit de 8h à 20h	Interdit	MN+EDCH

Légende des usagers
Légende thématique

PRO = usages professionnels
MN : Milleux Naturels

EDCH : eau destinée à la consommation humaine (eau issue du réseau de distribution d'eau potable)

DOM = usages domestiques
EDCH : eau destinée à la consommation humaine (eau issue du réseau de distribution d'eau potable)

AGR = usages agricoles
Tous = Tous usages